

# COORDINATION NATIONALE SOLIDARITE KURDISTAN

16, rue d'Enghien – 75010 – Paris – Tél : +33 6 45 41 76 68 - email : [cnskurd@gmail.com](mailto:cnskurd@gmail.com)

Communiqué de presse

## Turquie : ONG française *non grata*

Sylvie Jan et Michel Laurent, animateurs de France-Kurdistan, ont été interpellés le 18 mars à l'aéroport d'Istanbul, gardé-e-s à vue 40h et frappé-e-s d'une mesure d'expulsion. Ils devaient se rendre dans plusieurs villes de Turquie du 18 mars au 2 avril 2019 pour une mission culturelle et de solidarité.

Ils étaient également, chargé-e-s par les Editions Emmanuelle Collas de remettre en main propre à Mme Basak Demirtas, l'épouse de l'ex co-président du HDP (Parti démocratique des Peuples), le prix Montluc « Résistance et Liberté » récemment décerné à Sélahattin Demirtas pour son œuvre littéraire « L'Aurore ».

Cette décision d'interdiction du territoire serait fondée sur un article de loi qui autoriserait les autorités à interdire le territoire à toute personne "*susceptible de présenter un risque pour l'ordre public, la sécurité publique ou la santé publique.*"

En quoi Sylvie Jan et Michel Laurent sont-ils une menace pour la Turquie ? Le droit n'est utilisé que pour masquer le caractère autoritaire du régime.

Tout laisse à penser que le Président turc Recep Tayyip Erdoğan, en campagne pour les élections municipales du 31 mars prochain, ne souhaite pas la présence d'une délégation qui pourrait recueillir des témoignages accablant sur la répression qui frappe les candidat-e-s du HDP ainsi que ses militant-e-s.

La question mérite d'être posée, quand ce même Erdoğan déclarait, il y quelques semaines, que les maires élu-e-s sous l'étiquette du HDP iraient tous en prison. C'est une façon sans détour d'affirmer qu'il ne respectera pas le verdict du suffrage universel.

La Coordination nationale Solidarité Kurdistan dont est membre France-Kurdistan, réaffirme sa solidarité à ces militant-e-s victimes de cette injuste mesure d'expulsion.

Elle réaffirme son soutien aux organisations, kurdes et forces progressistes turques, qui revendiquent un système politique démocratique, respectueux des minorités et des droits humains.

Elle condamne cette nouvelle atteinte aux libertés et demande aux autorités françaises d'exprimer leur plus forte réprobation face à de telles pratiques.

Paris le 20 mars 2019.

---

*Alternative Libertaire - Amis du Peuple Kurde en Alsace - Amitiés Corse Kurdistan - Amitiés Kurdes de Bretagne (AKB) - Amitiés Kurdes de Lyon Rhône Alpes - Association Iséroise des Amis des Kurdes (AIAK) Association Solidarité France Kurdistan - Centre d'Information du Kurdistan (CIK) - Collectif Azadi Kurdistan Vendée - Conseil Démocratique Kurde de France (CDKF) - Ensemble - Mouvement de la Jeunesse Communiste de France - Mouvement de la Paix - Mouvement des Femmes Kurdes en France (TJK-F)- MRAP (Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples) - Nouveau Parti Anticapitaliste (NPA) - Parti Communiste Français (PCF) - Réseau Sortir du Colonialisme - Union Démocratique Bretonne (UDB) - Union Syndicale Solidaire - Solidarité & Liberté Provence*